

Jean Renard

CESTAN - UNIVERSITÉ DE NANTES  
ESO - UMRS 6590 CNRS

## INTRODUCTION

Il s'agit de décrire, d'expliquer et de comprendre les évolutions de l'agriculture de l'Ouest et de la mise en place du complexe agroalimentaire le plus puissant et le plus performant de France, en l'espace de deux générations, et d'en examiner les réussites mais aussi les dérives et les problèmes contemporains.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'Ouest, et en particulier la Bretagne, est considéré à juste titre comme un espace agricole qui présente tous les stigmates d'une région en retard, profondément paysanne, vivant encore en quasi-autarcie, sous urbanisée, sous équipée, et possédant des morphologies agraires inadaptées à la motorisation.

Aujourd'hui tout a changé. En un demi-siècle, une véritable révolution s'est accomplie. Une agriculture d'entreprise, industrialisée et ouverte sur le monde a remplacé l'agriculture de subsistance et paysanne, tandis qu'un puissant réseau d'industries agroalimentaires (IAA) structure et accompagne le mouvement.

Le système d'intensification agricole, porté par des initiatives endogènes, s'est très largement diffusé. Il a abouti à faire de l'Ouest la première région agricole française et un pôle aux dimensions européennes. Toutefois, après une période d'euphorie, ponctuée par l'accroissement spectaculaire des rendements et des productions, et un développement solidaire et partagé, une dérive s'est produite au tournant des années 1970-1980. Elle a abouti à creuser les écarts entre les producteurs, les productions et les régions.

Le modèle productiviste mis en place a en outre conduit à des conséquences néfastes sur la qualité des eaux, les paysages et l'environnement.

Crises et conflits se sont multipliés dont on peut dresser la chronologie et les étapes. Ce qui provoque une remise en cause du système et l'émergence de

modèles alternatifs plus respectueux des milieux et socialement plus justes, dans une perspective dite d'agriculture durable.

Décrire ces mutations et en mesurer les réussites et les dérives, telle est l'ambition de cette brève présentation. Elle sera synthétique, souvent allusive, et elle utilise pour l'essentiel les travaux de fond de collègues autant sinon plus que mes propres réflexions. En particulier je renvoie à l'analyse régionale de C. Canévet et au témoignage localisé de L. Malassis à partir de sa commune d'origine.

L'exposé sera conduit en trois points. En un premier sont rappelées les caractéristiques de l'agriculture dans l'Ouest au lendemain de la dernière guerre; puis est examinée la mise en mouvement des années 1950-1960 ainsi que l'essor de l'intensification et la période clé des changements et des succès de l'agriculture dans l'Ouest entre 1960 et 1980 sont analysés au travers de quelques chiffres mesurant les évolutions. La dérive productiviste et la rupture de l'unité paysanne au tournant des années 1980 constituent le deuxième point. Enfin, à partir du début des années 1990 la remise en cause du modèle breton et les multiples voies alternatives qui tentent d'émerger sont décrites.

On insistera sur les deux derniers points, l'aventure et les aspects de la deuxième révolution agricole ayant fait l'objet d'analyses antérieures bien connues.

## 1- LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME INTENSIF : LE « MODÈLE BRETON »

### 11- L'agriculture de l'Ouest au lendemain de la dernière guerre

Vis-à-vis des autres régions agricoles du pays et par rapport aux moyennes nationales, tant pour les systèmes de production que pour les équipements, l'Ouest est globalement une région en retard. Elle cumule les traits de retards relatifs. C'est le résultat d'une longue histoire. Déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, les observateurs avaient noté ces aspects archaïques.

L'agriculture de l'Ouest se caractérise par le maintien quasi général d'une agriculture de subsistance qui

\* Ce texte reprend pour l'essentiel la conférence faite par l'auteur lors du Festival International de Géographie de Saint-Dié d'octobre 2004 consacré au thème : « Nourrir les hommes, les géographes se mettent à table ».

s'exerce dans le cadre de petites exploitations familiales. La région est pauvre, sous équipée, sous-urbanisée, et les sols médiocres. Il suffit de relire les manuels des classes du secondaire de l'époque, notamment ceux de la collection dirigée par A. Cholley qui font autorité. C'est cette image que transmet également M. Le Lannou dans la géographie de la Bretagne (1952) ou Diville et Guilcher dans l'ouvrage Bretagne et Normandie (1951).

Il ne faut toutefois pas trop schématiser les choses. Personnellement je regrette d'avoir utilisé sans nuance l'expression de « bocages immobiles » lors de la description des campagnes nantaises d'avant la deuxième guerre mondiale (Renard, 1976).

Il y a eu entre 1850 et 1900 un essor considérable des surfaces cultivées par la mise en valeur des marais et surtout le défrichement des landes. C. Canévet parle à juste titre de la mise en place d'un « modèle agrarien intensif », lié à la pression démographique, au rôle positif d'un bon nombre de grands propriétaires retirés sur leurs terres, férus d'agronomie et soucieux de faire-valoir leurs biens. Il faut citer en particulier le rôle pionnier de J. Rieffel sur son domaine de Grandjouan (Bourrigaud, 1993) à Nozay en Loire-Inférieure. La suppression progressive de la jachère, l'introduction des plantes sarclées « dévoreuses de main-d'œuvre » mais assurant de gros rendements, l'accroissement du nombre d'animaux et la diffusion des engrais organiques, favorisent l'émergence d'un système de polyculture-élevage.

En revanche, il est vrai, qu'entre 1900 et 1950, les progrès matériels sont plus lents. Il y a eu comme une ankylose avec l'achèvement de la mise en place des bocages et la persistance d'une économie agricole autarcique. C'est par excellence un système de subsistance et d'autoconsommation. Les excédents dégagés sont faibles, sauf exceptions localisées de quelques systèmes de production (cultures légumières), et sont vendus sur les marchés et foires des bourgades par un système de ramassage artisanal. Même si des Bocages normands à la Vendée et du Finistère à la Mayenne, on peut trouver des formes diverses et variées d'ouverture sur le marché national. C'est cependant l'autonomie, l'autarcie, le repliement sur l'économie locale, l'exploitation de la main-d'œuvre familiale, et la petitesse des outils de production qui sont les faits dominants.

On a donc l'affermissement d'un système agricole fondé sur une économie paysanne qui se perfectionne et évolue, mais sans remise en cause des traits fondamentaux : « Non spécialisée, autonome, fortement utilisatrice de main-d'œuvre, chaque exploitation combine polyculture et élevage en faisant un peu de tout en fonction des besoins familiaux » (Canévet, p. 93). Ces traits s'accompagnent de conditions d'existence matérielles difficiles, rappelées par L. Malassis, et d'une accumulation des retards dans l'équipement (eau, électricité, voirie, motorisation).

Les paysages agraires, marqués par la petitesse des parcelles et la fine mosaïque des cultures, expriment cet état de fait. Matériellement et culturellement on pourrait presque dire, comme l'affirmait A. Siegfried à propos des bocages vendéens (*Le Figaro* du 17 juillet 1950) que l'Ouest est en 1950 « un morceau oublié de la France du XIX<sup>e</sup> siècle ».

## 12- La mise en mouvement

Tout change à partir des années 50-60. Il va y avoir rupture du système, alors poussé à bout. Deux raisons principales sont à l'origine de la mise en mouvement. La diffusion des progrès techniques, notamment l'irruption de la motorisation qui va bousculer et exiger la remise en cause des structures paysagères adaptées au seul mode de traction animale, mais aussi la prise en charge de la rupture par une partie des agriculteurs ouverts au progrès dès l'entre-deux-guerres par le mouvement de la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne).

C'est cette conjonction de forces qui va bousculer le système établi. Ce que de bons observateurs vont alors saisir et tenter de comprendre (P. Flatrès, J. Chombart de Lauwe, L. Malassis, M. Le Lannou). On a donc de nombreuses et de bonnes descriptions des causes, des aspects et des conséquences de la « deuxième révolution agricole » dans l'Ouest. La répartition des implantations des groupes de la JAC des années 1950-1955 dessine les pôles de développement qui vont peu à peu s'affirmer.

Modernisation technique et solidarité sociale sont donc à l'origine de la mutation agricole de l'Ouest. La diffusion des progrès techniques portée par l'agriculture de groupe (CETA, GVA), la spécialisation des ateliers de production, l'émergence des élevages industriels hors-sol, la motorisation, les premiers remembrements, forment une chaîne d'entraînement dans laquelle le rôle

des personnalités joue un rôle essentiel, à partir de pôles géographiques tel que Loudéac.

Les lois d'orientation agricole de 1960-62, dites Debré-Pisani, vont répondre aux attentes de la frange moderniste des jeunes agriculteurs de l'Ouest. Elles vont accélérer l'amélioration des structures d'exploitation, mais aussi favoriser l'écoulement des excédents des productions intensives, avec la mise en place des groupements de producteurs qui vont prendre en charge et faciliter la mise en marché.

C'est une période euphorique dans la mesure où les progrès techniques sont porteurs d'amélioration des modes de vie, de croissance des revenus, le tout avec l'espoir partagé d'une solidarité vécue et de promotion individuelle.

Les conséquences sont l'essor remarquable des productions, mais aussi la disparition d'une grande partie des ateliers et de la main-d'œuvre excédentaire. La restructuration ne pose pas de problèmes dans la mesure où les emplois se trouvent dans l'industrie qui accompagne la mutation des exploitations, ou dans les villes.

### **13- Les étapes de l'intensification agricole dans l'Ouest : un succès indéniable**

Cette période de forte croissance des productions s'accompagne de l'illusion que les solidarités à l'œuvre, portées par l'idéologie d'une modernisation partagée, vont bénéficier à tous. En réalité l'éclatement du système de polyculture-élevage et le passage de l'économie paysanne à une économie d'entreprise vont provoquer des ruptures.

En un premier temps, la prise en charge de la mutation par les forces endogènes des jeunes agriculteurs issus de la JAC, le mythe de la solidarité et l'illusion d'un modèle intensif profitable à tous, vont masquer les réalités de ruptures et de cassures au sein du système productif.

Mais en un deuxième temps, la multiplication des laissés pour compte du progrès, le délestage des hommes, le processus d'intégration et la mise en place du complexe agroalimentaire, ce qui a été résumé par C. Canévet sous la formule de « l'industrialisation de l'agriculture », vont provoquer des cassures au sein des agriculteurs.

Entre les exploitations paysannes traditionnelles qui survivent et les exploitations modernisées disposant d'une taille économique suffisante et dont les responsa-

bles ont su prendre précocement le train de la modernisation, vont apparaître des multiples formes d'exploitations, tenues souvent par de jeunes paysans épris de modernisme et soucieux de solidarité, qui vont tenter de prendre le train en marche, en faisant de nouveaux choix dans les productions et en investissant souvent au-delà du raisonnable.

Il en résulte une succession de crises d'adaptation ponctuées de manifestations violentes soutenues par des organisations syndicales fortement implantées et prises en main par la frange moderniste des agriculteurs. Un temps, une relative unanimité va régner et un courant progressiste fait passer les réformes des structures et l'organisation collective, en prenant le pouvoir dans les syndicats départementaux et des chambres d'agriculture. C'est la période euphorique des années 60-70. Mais rapidement apparaîtront au sein du syndicalisme des forces antagonistes, entre les FDSEA alignées sur les positions de la FNSEA nationale et les courants plus contestataires, autour des paysans-travailleurs, qui fusionneront en 1987 dans la Confédération paysanne, cette dernière majoritaire en Loire-Atlantique, et un temps dans le Finistère.

Parallèlement à ces nouvelles stratifications sociales et à ces divergences syndicales au sein du monde agricole, et les expliquant largement, on assiste à une concentration des exploitations et à leur spécialisation. L'organisation est désormais en filière, aviculture, lait, porcs, viande, légumes, etc. Chacune ayant sa logique, ses implantations privilégiées, ses bassins de production, ses formes d'intégration, ses crises. Chaque filière a ses propres groupements, son propre réseau d'entreprises coopératives et privées. Ce sont les industries agroalimentaires ou IAA qui constituent l'ossature et l'implantation des ateliers industriels et conditionnent la répartition des producteurs. Les exploitants sont peu ou prou transformés en ouvriers à domicile à qui on apporte les matières premières et qui doivent en retour fournir un produit fini aux conditions édictées par l'industriel et bientôt par les grandes surfaces commerciales situées à l'aval. Certes les formes d'intégration varient selon les lieux et les entreprises, mais le processus est identique. Plus immédiat dans les hors-sols, en aviculture et dans l'élevage porcin, il existe aussi dans les autres productions.

Il en résulte une déconnection de plus en plus réelle entre le milieu rural proche et ces exploitations inté-

grées qui peuvent recevoir soja ou maïs de l'étranger et dont les produits sont vendus sur le marché mondial. Un acteur du changement l'a constatée : « la dérive de l'agriculture bretonne a commencé quand elle a perdu le lien au sol » (Pochon, 1998).

Cette période a été fort bien analysée par les chercheurs sur l'ensemble de l'Ouest, et la bibliographie surabondante en fait foi. De Y. Guermond à C. Canévet, de J. Renard à G. Macé, de J. Dufour à A. Frémont, pour ne citer que les auteurs des thèses de doctorat les plus marquantes, les géographes ont construit un solide référentiel de connaissances dont l'ouvrage coordonné par P. Brunet sur les évolutions entre 1950 à 1980 fait la synthèse et dresse le bilan.

Les succès de cette mutation agricole sont indéniables et illustrent la réussite de la PAC et de la mise en œuvre des lois d'orientation de 1960-62. Le modèle intensif a atteint ses objectifs : les productions sont considérablement accrues, la sécurité des approvisionnements est assurée ainsi que la stabilité des prix pour les consommateurs. Quant à la rémunération des producteurs, un système complexe d'aides et de primes vient suppléer ou compléter les revenus procurés par les productions vendues par l'exploitant.

Jusque dans les années 1970, la modernisation de l'agriculture dans l'Ouest se fait sans véritable rupture dans le corps social. Il y a accroissement des productions par la hausse des rendements permise par la motorisation, la diffusion des engrais et de la sélection, la révolution fourragère. L'amélioration de la vie matérielle des exploitants par la généralisation des équipements (eau, électrification, voirie, remembrement) soutient et explique le succès du nouveau modèle de développement. En même temps des mesures sociales en faveur des agriculteurs âgés, des reconversions vers d'autres emplois et les restructurations des exploitations trop petites, amortissent les effets sociaux de la modernisation.

Toutefois les premières déchirures du tissu agraire apparaissent avec le constat d'un accroissement des écarts et inégalités entre les producteurs, les productions et les régions. D'où les tensions qui s'expriment par les crises récurrentes et les poussées de violence en parallèle avec le délestage du nombre des exploitations et des populations agricoles.

L'abandon du système de polyculture-élevage au profit de la spécialisation par filière et de l'intégration des productions et des exploitations par le complexe d'en-

treprises agroalimentaires qui se met en place, c'est-à-dire le processus d'industrialisation de l'agriculture, va bouleverser le tissu rural de l'Ouest. En particulier la multiplication des élevages hors-sols de volailles et de porcs va provoquer par leur accumulation des conséquences en chaîne, notamment sur la qualité des eaux, la biodiversité, les paysages. Parallèlement, on assiste à l'invasion des terres par le maïs, quasi inconnu dans l'Ouest à la fin des années 1960, et au recul de l'herbe.

Le processus de spécialisation est indéniable. En 1996 la structure de la production agricole finale en Bretagne repose pour 29 % sur le porc, pour 23 % sur le lait et pour 21 % sur les volailles (Mahé, 2000), en Basse-Normandie la part du lait est plus élevée, tandis qu'en Pays de la Loire c'est le cas de la viande bovine. Il s'agit en Bretagne pour l'essentiel d'une production de masse de produits de base, alors que dans les deux autres régions la part des produits élaborés, de qualité et d'origine a été mieux prise en compte.

Ce processus s'accompagne de la concentration et de l'agrandissement des ateliers de production. C. Canévet en a fait un examen précis. Quelques exemples significatifs peuvent être repris pour illustration. Dans la filière porcine en Bretagne on passe en 1966 de 88 000 producteurs, 687 000 porcs, et un élevage moyen de 7,8 porcs, à moins de 13 000 producteurs, 3 431 000 porcs et un élevage moyen de 265 têtes en 1988, et en 2 000 il n'y a plus que 7 500 producteurs, avec un élevage moyen de 2 000 porcs par an. Le nombre de producteurs de lait est passé de 1950 à 1986 de 190 000 à 45 000. Quant aux producteurs de poulets, ils n'étaient plus en 1989 que 2235, mais chacun avait des effectifs moyens de 130 000 têtes. Et le mouvement de concentration ne fait que se poursuivre. C'est cette dérive qu'il s'agit de décrire et d'en comprendre les raisons et les conséquences

## 2- LA DÉRIVE PRODUCTIVISTE

### 21- De la productivité au productivisme

Avant d'aller plus loin dans l'analyse, il faut s'entendre sur les termes et les définir. Qu'entend-on par productivisme et agriculture productiviste ? N'abuse-t-on pas de cette expression, dans quel sens précis faut-il l'utiliser, et l'agriculture de l'Ouest répond-elle à ces critères de définition ?

L'Académie d'agriculture de France est longuement

revenue sur la question dans sa séance du 21 mai 2000. Selon ses conclusions provisoires l'expression, couramment utilisée depuis les années 1970, désigne une agriculture qui, pour produire toujours plus et à bas coût met en œuvre des techniques qui provoquent un certain nombre de dommages sur la qualité des aliments (organoleptique et santé), et sur les sols et les eaux (lisiers, engrais, pesticides). En outre, par l'accumulation d'excédents qu'il faut soit détruire, soit exporter sur les marchés agricoles des pays pauvres, elle contribue à ruiner leurs paysans. Ce type d'agriculture contribue également à éliminer un grand nombre de producteurs au profit d'une minorité, de plus en plus réduite. Le terme a pris une connotation négative et péjorative. « Quoi que le mot ne désigne rien de précis, il véhicule l'idée d'une agriculture agressive pour l'environnement, coûteuse en fonds publics, productrice de denrées parfois excédentaires sur nos marchés » (Février R et Boussard J. M., CR de l'Académie, 2003, p. 16). Le productivisme accompagne l'accroissement des rendements, la spécialisation des exploitations, la mono-production, l'intégration par les industries d'amont et d'aval. Dans ce processus, l'exploitant n'est plus qu'un maillon, le plus faible et le plus fragile, d'une chaîne à logique industrielle. Dans ce type d'agriculture, l'exploitant a perdu son autonomie et accroît considérablement ses charges (intrants).

Le tournant, et le passage d'une agriculture intensive et modernisée maîtrisée par les agriculteurs de l'Ouest, en un système productiviste qui ne consiste plus simplement à satisfaire les besoins et à assurer la sécurité alimentaire, mais dont la logique est de produire des surplus et des excédents, avec le moins de main-d'œuvre possible, se fait autour de 1970. Jusqu'alors les agriculteurs de l'Ouest avaient su et pu concilier la rationalité technico-économique et la recherche de la performance, avec l'impératif de justice sociale et de solidarité. Le projet de modernisation, porté à la fois par les jeunes formés au sein de la JAC et par les services de l'État, consistant à conduire parallèlement l'amélioration des structures, les aspects sociaux, la croissance des productions et des revenus, va se briser.

## 22- La rupture de l'unanimité

La réussite, mesurée en volume de production, est donc socialement inéquitable. Elle est en contradiction avec l'utopie de la solidarité prônée par la JAC et l'hu-

manisme chrétien. C'est ce constat qui conduit aux affrontements entre deux courants syndicaux au sein de la profession. Les uns, soutenus par la FNSEA au plan national, voient dans la recherche d'une productivité débridée, ce que l'on a baptisé le modèle breton productiviste, les moyens de s'en sortir économiquement, quitte à accumuler les excédents et les surplus. Ils acceptent la baisse drastique du nombre des exploitations, et jouent à fond la carte de l'exportation (« le pétrole vert » selon l'expression du président Giscard d'Estaing en 1974). Les autres, plus soucieux de justice sociale et du maintien des densités agricoles, militent en faveur d'exploitations familiales de taille raisonnable grâce à l'organisation coopérative et des groupements de producteurs. Les premiers sont partisans d'un libéralisme tempéré par les soutiens du marché régulé par l'État. Les derniers sont en faveur de la prise en compte en priorité des réalités sociales. L'Ouest sera, jusqu'à aujourd'hui, le champ de bataille privilégié entre ces deux courants.

## 23- Les atteintes au milieu

Le triomphe du modèle agricole breton, caractérisé par une remarquable intensification et une productivité accrue s'accompagne aussi d'une remise en cause des équilibres environnementaux. Les doses utilisées en engrais, pesticides et autres phytosanitaires portent atteinte à la qualité des eaux. Les arasements des haies et talus et la mise en place d'un parcellaire aux grandes mailles géométriques banalisent les paysages et les transforment pour les mettre aux normes d'une agriculture industrialisée d'entreprise, alors même que de nouveaux besoins, portés par les ruraux non agricoles et les citoyens, désormais majoritaires dans l'espace rural, expriment de nouvelles demandes de l'ordre de la représentation et de l'esthétique.

Dès 1969, l'Association pour la Protection et la Promotion du Saumon en Bretagne (APPSB), qui deviendra en 1983 Eau et Rivières de Bretagne, lance le premier cri d'alerte. Ce n'est pas fortuit que ce soit une association de pêcheurs qui la première prend conscience des pollutions engendrées par les excès de nitrates et de pesticides. Des scientifiques, regroupés dès 1958 dans la Société d'Étude et de Protection de la Nature en Bretagne (SEPNB), ou dans l'Association de Défense de l'Environnement en Vendée (ADEV) relaient ces alarmes et les justifient par des études. Une longue

polémique met en cause les procédures du remembrement dans les dégâts constatés sur le milieu naturel : sols, biodiversité, inondations. Ce n'est pas le principe ou la finalité du remembrement qui sont contestés, mais les moyens et techniques utilisés, et l'absence du principe de précaution au profit du seul regroupement des patrimoines.

Longtemps contestées, les atteintes au milieu naturel sont désormais reconnues. À la fin des années 1990, en Bretagne, les 933 000 bovins, les 8 millions de porcs et les 369 millions de volailles de chair auraient produit une quantité totale de déjections dépassant de 35 % les capacités naturelles de résorption des sols et cultures. L'excédent d'azote de 136 000 tonnes étant à l'origine des pollutions de l'eau par les nitrates et responsable des 70 000 m<sup>3</sup> d'algues vertes ramassées sur les rivages chaque année. Quant à la culture du maïs, elle entraîne également des atteintes au milieu par ses besoins en eau d'irrigation, la mise à nu des sols une partie de l'année et l'utilisation trop massive de produits phytosanitaires.

#### 24- De moins en moins d'exploitations

La spécialisation et la concentration se poursuivent dans la mesure où l'on a privilégié le volume de production par exploitation.

En 2002, il n'y a plus que 7 500 éleveurs porcins en Bretagne qui produisent annuellement 14,3 millions de porcs, soit en moyenne 2 000 porcs par producteur. Le même mouvement se poursuit en aviculture et dans la filière lait.

De 1955 à 2 000, le nombre d'UGB (en convertissant les différents cheptels présents : volailles, porcs, bovins, etc., en une unité commune) serait passé en Bretagne de 1 400 000 à 4 200 000, la charge moyenne à l'hectare passant, tous animaux confondus, de 0,75 UGB à 2,5

La concentration foncière et économique ne semble pas avoir de limites. Et l'utopie de voir demain quelques centaines d'exploitations agro-industrielles tout au plus pour l'ensemble de l'Ouest par filière est en passe de se réaliser. Les résultats du recensement agricole en l'an 2 000 ont confirmé les tendances.

#### 25- L'intégration dans le complexe agro-industriel

Dans le contexte de concurrence et de mondialisation, l'exploitation familiale est le maillon faible. Le pilo-

tage de la sphère agricole se fait par l'aval. Directement exposé à la concurrence l'agriculteur de l'Ouest ne peut s'en sortir que par un système d'aides à l'exportation, de subventions, de restitutions, mis en place par la PAC. Il n'empêche, les crises sont récurrentes. Après une grave crise porcine qui a encore éliminé nombre d'exploitations au tournant du siècle, c'est la filière avicole qui voit en 2002 ses effectifs se réduire. Et en 2004 les propositions des industriels de baisser le prix du lait relancent les manifestations des éleveurs. Il y a bien, comme l'avait pressenti A. Pochon une déconnexion de plus en plus radicale avec l'environnement et les terroirs. Ce processus de déterritorialisation de l'agriculture productiviste telle qu'elle est conçue dans l'Ouest fait qu'il n'y a plus de relations au territoire dans une agriculture dont les intrants viennent d'ailleurs et dont les produits sont destinés au marché mondial. Le cas des hors-sols est patent. On peut imaginer des ateliers de ce type, obéissant au seul critère de rentabilité, se délocaliser vers les matières premières. La firme Doux, l'un des grands transformateurs de la production de volailles, ne vient-elle pas de s'implanter au Brésil ?

La puissance du complexe agroalimentaire est un élément clé du système mis en place. Il faut rappeler que 25 % des salariés de l'Ouest sont dans les IAA, et que le taux peut aller jusqu'à 40 % comme en Cornouaille. Le pilotage du système agricole par l'aval, de plus en plus prégnant au fil du temps, explique en large partie les caractéristiques des évolutions et les dérives constatées. Ce ne sont plus les exploitants issus de la JAC qui déterminent la politique agricole des filières, mais ce sont les industriels de l'agro-alimentaire.

En résumé le modèle agricole breton mis en place consiste en une transformation radicale d'un système de polyculture-élevage en un système de filières spécialisées. Sa dynamique et sa logique vont entraîner son succès et sa diffusion géographique. Mais la recherche de la productivité qui était nécessaire pour sortir de la période de pénurie dans laquelle se trouvait l'agriculture de l'Ouest de la France en 1945-1950 est devenue une fin en soi. Elle tourne au productivisme. Là est la dérive. Il est nécessaire de réformer les fondements de ce qui a réussi, en particulier les lois agricoles de 1960-62 et la PAC. Comme le rappelle E. Pisani « on ne réforme pas pour faire durer mais pour accomplir ».

### 3- LES TENTATIVES DE REMISE EN CAUSE DU MODÈLE

Les crises dans l'agriculture intensive et productiviste dont l'exemple breton est le modèle ne sont plus seulement économiques et sociales, elles sont désormais de l'ordre des domaines alimentaires, sanitaires et environnementaux.

Il y a un délestage du nombre des outils d'exploitation et des agriculteurs qui modifie le tissu rural, mais il y a aussi une banalisation des productions standardisées, produites au moindre coût, et qui permettent certes de s'alimenter à bas prix mais non pas de se nourrir au sens gustatif et convivial. C'est l'ère du poulet standard, du surimi, du jambon sous plastique.

En outre, les risques sanitaires nés de ce mode de production se multiplient. Après les poulets aux hormones, c'est la crise de l'ESB qui atteint en premier lieu les élevages de l'Ouest, (fig. 3) les dangers de la dioxine, la listeria, la peur des OGM.

Quant aux conséquences sur l'environnement, il suffit de reprendre la carte des cantons en excédent structurel, correspondant aux aires dans lesquelles les taux de nitrates sont trop élevés en fonction des normes édictées par l'Europe pour constater les effets de la concentration des élevages. L'épandage des lisiers de porcs devient un enjeu foncier considérable. Et l'ajout des fientes de volailles et des déjections bovines montre que l'on a souvent dépassé les seuils tolérables.

Face à ces constats, deux attitudes, deux pratiques et deux logiques se font jour. Soit en tente de maîtriser les effets sur l'environnement et la santé tout en continuant dans la logique de l'agriculture productiviste dont on essaie de corriger les débordements. Soit on tente une remise en cause radicale du projet agricole. On retrouve un peu les divisions qui avaient agité et divisé le monde rural de l'Ouest à l'aube des années 1960 entre une vision économique de promotion individuelle et une vision plus sociale et plus solidaire du développement.

#### 31- L'aménagement du système productiviste

##### 311- Le rôle de l'État

Il est ambigu. La réforme de la PAC de 1992, faisant passer le système des prix garantis à des aides directes en fonction des surfaces et des volumes de production, et le montant différencié des primes, par exemple celle

du maïs fourrage vis-à-vis de la prime à l'herbe, n'a fait que proroger le système productiviste dans l'Ouest.

Certes toute une panoplie de mesures dites agro-environnementales a été proposée. Le bilan pour l'Ouest a été dressé (Croix, 1997). Si le programme était ambitieux et complexe, les résultats sont réduits. Quelques centaines de contrats ont été signés (1696 pour les trois régions de l'Ouest en 1993-1994). Vis-à-vis des aides PAC aux cultures, le montant financier est dérisoire. Tout repose sur le volontariat et les contrats sont à la parcelle.

En revanche, un ambitieux programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) vise à la reconquête de la qualité de l'eau. Des aides financières sont distribuées aux éleveurs afin de mieux gérer la fertilisation azotée, d'améliorer l'épandage des lisiers et de valoriser les déjections. La construction d'ouvrages de stockage, l'imperméabilisation d'aires bétonnées, la séparation des eaux pluviales et des eaux usées, doivent permettre cette maîtrise. Un premier plan de 1993 est mis en place en faveur de 35000 élevages. Un deuxième plan date de 2002, il s'applique uniquement aux zones prioritaires mais tous les élevages sont concernés. À ce titre, toute la Bretagne est classée vulnérable au titre de la directive nitrates.

Un plan d'action pour un développement pérenne de l'agriculture et de l'agroalimentaire et pour la reconquête de la qualité de l'eau en Bretagne a été signé par les différents partenaires en janvier 2002. Ce programme baptisé « Bretagne eau pure » entend limiter les fuites d'azote et de produits phytosanitaires, mettre aux normes les élevages et améliorer les pratiques agricoles par une fertilisation raisonnée. L'accord a été rapidement dénoncé par des associations écologistes au vu des premières mesures.

La Bretagne comprend désormais 71 cantons classés en ZES, ainsi que 3 cantons vendéens et quelques cantons bas-normands. Confinés au départ aux régions les plus intensives du Finistère et des Côtes d'Armor, les cantons classés en ZES gagnent vers l'Est. Entre 1995 et 2002 le nombre de cantons classés en ZES en Ille-et-Vilaine passe de 6 à 18. Dès 1995 le ministre de l'environnement demande aux préfets d'y suspendre les nouvelles autorisations de création ou d'extension des élevages. L'interdiction sera constamment réaffirmée. Preuve sans doute de son inefficacité ?

En fait, dès 1995 des exceptions sont accordées pour les jeunes agriculteurs qui s'installent. Puis en 1998 la marge des effectifs supplémentaires autorisés est élargie aux élevages familiaux à dimension économique insuffisante. Début 1999 on estime que 45 % des élevages porcins étaient en situation irrégulière. Un bilan dressé en 2001 estime le taux d'achèvement du programme PMPOA à 21 %, alors que le programme devait être bouclé en 1999! (fig 5) Il y a eu 310 millions d'euros engagés au titre de la lutte contre la pollution de la ressource, or la qualité des eaux ne témoigne d'aucune amélioration significative. Et il n'y a pas eu de régularisation quantitative des cheptels.

C'est sur la question de l'épandage que les différents programmes engagés depuis 1993 montrent les plus grandes faiblesses. Les contrôles des parcelles d'épandage et la méthode d'identification des parcelles à risques se heurtent aux réticences des principales organisations agricoles qui contestent les dispositions réglementaires.

Force est de constater la lenteur de mise en œuvre, sinon l'échec de ces plans. Le récent rapport de la cour des comptes paru en mai 2004 sur la préservation de la ressource en eau face aux pollutions d'origine agricole en Bretagne, est très sévère: « L'inapplication de la réglementation au cours des années 1994-2000 appelle un jugement sévère... il est vrai qu'une telle politique reviendrait à infléchir un mode développement économique qui compte encore de nombreux partisans ». Un livre paru sous la signature d'un membre du conseil départemental d'hygiène d'Ille et Vilaine (Piquot, 2001) dénonce les passe-droits et les autorisations d'extension des élevages systématiquement accordées. Il n'est donc pas étonnant que la puissante association Eaux et Rivières de Bretagne, qui avait accepté de participer à la charte Bretagne eau pure, s'en retire, devant les réticences des organisations agricoles à accepter les préconisations de l'État.

### 312- L'agriculture raisonnée

Un collectif s'est mis en place en 1993 sous le nom de FARRE (Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement) à l'échelle nationale. Le réseau est né de l'initiative de la FNSEA et de l'UIPP (Union des Industries de Produits Phytosanitaires) et est soutenu par l'administration agricole. Il est présidé par Madame Lambert, ex-présidente nationale des

jeunes agriculteurs (CNJA) et exploitante dans le Maine et Loire. Ce réseau collabore avec l'agroalimentaire et la grande distribution (Auchan). Il est présent dans l'Ouest, avec une petite centaine d'exploitations. Les agriculteurs adhérents ne remettent pas en cause le système intensif et le modèle productiviste. Ils entendent, par un cahier des charges précis, éviter de nuire à l'environnement par des pratiques raisonnées d'utilisation des engrais, des produits phytosanitaires et de conduite des systèmes de production. Fort d'un bon millier de membres à échelle nationale il agit par des rencontres et prône une vision économique des exploitations. C'est, si l'on peut dire, un retour aux préceptes de bon sens et de bonne conduite des exploitations, dont on peut légitimement s'étonner qu'ils aient été abandonnés. La Coordination Rurale, mouvement syndical opposé à la FNSEA, estime « que l'agriculture raisonnée n'est qu'une machiavélique machination mise au point par l'industrie et la grande distribution pour conserver les énormes bénéfices que leur procurent la PAC actuelle et le système productiviste qu'elles ont construit, le danger est l'intégration totale de l'agriculture par l'amont et l'aval ». La Confédération paysanne, deuxième syndicat agricole, rejoint la Coordination paysanne sur ce point. Les travaux de chercheurs de l'INRA contestant la validité juridique du dispositif et la décision du Tribunal administratif de Paris de retirer, fin 2004, l'agrément accordé par l'ancienne ministre de l'environnement (R. Bachelot) au réseau Farre, illustrent les ambiguïtés des objectifs de ce mouvement, entre respect de l'environnement et promotion de l'agriculture compétitive. Il n'y a pas dans l'agriculture raisonnée une remise en cause du système existant mais une adaptation. On a pu parler à son propos d'une « approche technicienne » (Ferret, 2001). Il en va différemment d'autres mouvements

### 3.2- La remise en cause du système

Si chacun s'accorde à reconnaître la non-durabilité du système productiviste à long terme du fait des atteintes qu'il porte à l'environnement, comment en sortir? Y a-t-il une ou des formes alternatives viables, économiquement et socialement?

#### 321- Les tentatives de système alternatif

Peut-il y avoir, face à l'industrialisation de l'agriculture de l'Ouest et à la diffusion du modèle dit breton, un



modèle alternatif de type paysan ? Et si oui quelles sont les pratiques et les logiques qui permettraient de le mettre en œuvre ?

Un pionnier en la matière a été A. Pochon, formé par la JAC et qui très précocement, à la fin des années 1970, refuse le système de culture fondé sur le maïs au profit d'un système reposant sur l'herbe et le trèfle. Le « système Pochon » décrit dans les ouvrages écrits par son promoteur entend resituer aux sols l'azote et prône un retour à l'herbe. Selon ce praticien, le maïs-fourrage pauvre en protéines exige d'être complété par du soja. Le maïs est en outre très exigeant en eau, et, dans le système intensif de maïs sur maïs, le sol laissé à nu en hiver, est vulnérable à l'érosion et au lessivage.

Des groupes locaux vont se constituer dans le Centre-Bretagne dans les années 1970. En 1980, 22 structures sont repérées (Deléage 2004). La prise de conscience du refus du modèle productiviste accompagne les mouvements sociaux et les crises, celle du lait en 1972, la question des quotas en 1984, les crises récurrentes du porc, les affrontements avec les industriels. Ce mouvement social conduit à la mise en place d'un réseau, ce sera le RAD.

### 322- Le réseau agriculture durable

Il porte en lui une autre philosophie. Il s'agit pour ses promoteurs de remettre radicalement en cause le système productiviste en place au nom d'une autre logique. Il s'agit de refuser tout autant le retour au passé que la modernisation telle qu'elle est conçue et pratiquée, et qui conduit à l'élimination des paysans et à la déconnexion avec l'environnement local. Il s'inscrit donc dans une vision dite d'« agriculture durable », expression à la mode s'il en est, et qu'il s'agit, comme pour le système productiviste de bien définir et délimiter (Charvet et coll, 2004). Né en 1994, ce réseau (RAD) est présent dans les douze départements de l'Ouest.

En quoi l'agriculture prônée par le RAD, qui regroupe environ 3000 exploitants dans l'Ouest en 2004, se différencie de l'agriculture conventionnelle, tant au plan technico-économique qu'au plan de la durabilité ? Outre les publications internes du réseau, deux ouvrages ont analysé le mouvement, l'un à l'échelle de l'Ouest (Deléage, 2004), l'autre en se penchant sur un groupe d'une dizaine d'exploitations situées aux limites de la Loire-Atlantique et de la Vendée (Jouin, 1999), tandis qu'une thèse de géogra-

phie (Bouzillé, 2002) a examiné la répartition des implantations des membres du RAD.

Ce mouvement prône le retour à l'herbe, l'abandon du maïs, et du recours aux farines animales et aux engrais azotés, selon le modèle d'A. Pochon. L'intérêt des expériences menées dans le cadre du RAD est de démontrer que les modifications introduites dans le système d'utilisation du sol conduisent à améliorer la performance économique des exploitations. Deux cas concrets de ces systèmes alternatifs ont donné lieu à des résultats publiés (Jouin, 1999 ; Alard et Beranger, 2002). Si les rendements à l'unité gros bovin ou à l'hectare ont diminué, la baisse des charges fait plus que compenser cette diminution, et au total le revenu par tête a augmenté, avec une quantité de travail abaissée. Surtout, ces expériences associent une meilleure conduite des exploitations et une volonté de pérenniser les manières de produire, avec une vision sociale et solidaire, un souci éthique du développement, la préservation du milieu (eaux, sols, paysages) et le maintien de la biodiversité.

Qui sont ces agriculteurs qui remettent radicalement le système en cause et où sont-ils localisés ?

Proches ou militants de la Confédération paysanne, ils ont souvent eu des expériences hors de l'agriculture ou du milieu local. Leurs parents ont souvent été militants de la JAC. Ils sont en rupture avec un modèle dont ils ont éprouvé les résultats. Soucieux de vivre autrement leur métier, ils échangent leurs expériences et constituent des groupes de réflexion. Leur répartition géographique montre leur dispersion sur l'ensemble de l'Ouest. Certes il y a des secteurs privilégiés, souvent d'anciens fiefs de la JAC des années soixante, mais les analyses manquent pour faire une synthèse.

### 323- L'utopie d'une alliance paysans-consommateurs.

Le RAD entend aller encore plus loin. Ses adhérents défendent l'idée d'une prise de conscience des consommateurs en faveur des mérites de leur système et ils prônent une alliance entre paysans et consommateurs. Les formes de diversification de l'agriculture dans l'Ouest sont plus complexes que la simple opposition entre agriculture raisonnée et agriculture durable. Elles ont été rapidement examinées dans leurs pratiques, leurs acteurs et leurs approches (Riolland, 2000). Elles comprennent la reconnaissance de l'agriculture biolo-

gique, mais aussi la multiplication des contacts entre agriculteurs et les autres ruraux, l'accueil à la ferme, les ventes directes, les productions fermières, les multiples formes du tourisme rural, la multifonctionnalité. On a pu présenter la diversité des types d'agriculture sous le vocable des « sept familles » (Feret, 2001). La recherche de la qualité et des produits de terroir est une autre direction privilégiée qui rompt avec le système productiviste.

Une nouvelle dynamique sociale est donc à l'œuvre dans l'Ouest pour réviser ou remettre en cause le système productiviste. Elle prend des formes variées, géographiquement dispersées, encore mal comptabilisées et répertoriées (Bouzillé, 2002; Gasson 2003).

Alors que le système productiviste opte pour des produits banalisés et des productions standardisées, les mouvements en faveur d'une agriculture différente se retrouvent autour de la recherche de produits haut de gamme, avec des cahiers des charges portant sur le mode d'alimentation et d'élevage et l'origine géographique (AOC, IGP, labels). Ainsi les produits, dits de terroir, sont plus présents en Pays de la Loire et Basse-Normandie qu'en Bretagne, ce qui reflète le rapport des forces entre les types d'agriculture.

Le réseau Cohérence regroupe dans l'Ouest plusieurs dizaines d'associations, et coordonne les groupes d'agriculteurs ayant opté pour une agriculture différente du modèle productiviste, comme le CEDAPA (Centre d'Études pour un développement agricole plus autonome) le GRAPEA (Groupe de recherche pour une agriculture économe et autonome), les CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) ou le RAD, mais également les associations de défenseurs de la nature et de consommateurs. Il publie une revue qui fait le point régulièrement des avancées des groupes constituant le réseau.

En 2004 une charte de l'agriculture paysanne reposant sur dix principes comme alternative à l'agriculture conventionnelle a été proposée par la Confédération paysanne.

À bien observer ce qui se passe dans l'Ouest à grande échelle, on pressent les prémices d'une remise en cause du système productiviste mis en place. Mais ce dernier conserve encore nombre de partisans. D'autant qu'il a pour lui une logique de succès, et qu'il est soutenu par le complexe industriel et la majorité des organisations professionnelles.

Les deux processus d'évolution, l'agriculture raisonnée et l'agriculture durable, sont différents. Le premier tient de la vulgarisation technicienne, selon une conception descendante, allant du technicien au paysan. Le deuxième rappelle la démarche de la JAC des années soixante, et fait confiance et s'appuie sur les résultats d'expériences partagées par les acteurs de la base.

La reconnaissance et la diffusion des formes d'une agriculture durable ne s'affirmeront dans l'Ouest que dans le cadre plus vaste de développement durable de l'ensemble des territoires ruraux et sa prise en compte par les acteurs sociaux.

### Conclusion

Ce qui caractérise l'agriculture de l'Ouest est d'avoir réussi sa mutation, en passant d'une agriculture paysanne à une agriculture d'entreprise, sans modifier en profondeur ses structures. Le modèle d'exploitation familiale modernisée a conservé des dimensions artisanales. Ceci est lié à la mise en œuvre de la PAC, à la volonté des organisations professionnelles régionales, et au complexe industriel agroalimentaire qui organise les productions. Cette réussite a ses revers. D'une part, le modèle mis en place provoque sur l'environnement des conséquences en chaîne dont la maîtrise n'est pas assurée. D'autre part, au plan social il conduit à une féroce sélection.

Une réforme est nécessaire., tant de la PAC que des comportements des acteurs. Comme le souligne E. Pisani, la PAC « s'est polarisée sur la production; elle n'est pas adaptée à une époque où sécurité, qualité alimentaire et environnement préoccupent l'opinion plus que la subsistance. Rien ne peut la réhabiliter. Elle doit être réinventée » (2000, p. 74-75).

Ce processus qui conduit au remplacement d'un système ou d'un modèle par un autre est chose difficile. Il suffit de se souvenir des luttes des années soixante dans l'Ouest pour diffuser et faire accepter le modèle intensif.

L'enjeu est de taille. La remise en cause du modèle breton productiviste est nécessaire. Localement certains s'y emploient. Mais trop s'y refusent.

## Bibliographie

- Académie d'Agriculture de France, 2003, Le productivisme en question, *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France*, volume 89, n° 3, pp.9-17
- Alard (V), Béranger (C), Journel (M), 2002, *A la recherche d'une agriculture durable. Étude de systèmes herbagers économes en Bretagne*, Éditions de l'INRA, 340 p.
- Association des Ruralistes Français, 2002, *Agriculteurs et société, Colloque de Nantes*, ARF Éditions 2 vol., 206 et 235 p.
- Bourrigaud (R.), 1993, *Le développement agricole au XIX<sup>e</sup> siècle en Loire-Atlantique. Essai sur l'histoire des techniques et des institutions*, Thèse, Nantes, 685 p.
- Bouzillé (E.), 2002, *Le développement agricole durable ; La diffusion des pratiques respectueuses de l'environnement dans les Pays de la Loire : l'exemple du RAD*, Thèse, Nantes
- Bouzillé (E.), 2003, *Le Réseau Agriculture Durable porteur d'innovations agricoles dans l'Ouest de la France, Innovations in rural areas, 4<sup>e</sup> colloque franco-britannique de géographie rurale*, Presses universitaires B. Pascal, CERAMAC 22, Clermont-Ferrand, p. 129-147
- Brunet (P.) et al, 1984, *Carte des mutations de l'espace rural français 1950-1980*, université de Caen, 131 p. + 2 cartes h t
- Cahiers de l'institut culturel de Bretagne, n° 5, 2004, *Agriculture et agroalimentaire en Bretagne*, 150 p.
- Canévet (C.), 1992, *Le modèle agricole breton*, Rennes, PUR, 597 p.
- Charvet (JP), Croix (N), Diry (JP), 2004, *Agricultures durables et développement durable des territoires ruraux en France*, *Historiens-Géographes*, n° 387, p. 217-229
- Croix (N.), 1997, *Agriculture et environnement dans l'Ouest de la France*, *Noroi*, n° 173, p. 155-171
- Croix (N., dir), 2000 *Des campagnes vivantes : un modèle pour l'Europe ?* Mélanges offerts au professeur J. Renard, Nantes, Cestan, 696 p.
- Deléage (E.) 2004, *Paysans. De la parcelle à la planète, Socio-anthropologie du Réseau agriculture durable*, Éditions Syllepse, 246 p.
- Feret (S), Douguet (J. M.), 2001, *Agriculture durable et agriculture raisonnée*, *Nature, sciences, sociétés*, n° 1, p. 58-64
- Gasson (A.), 2003, *Le développement agricole durable. Fondements théoriques et éclairage bas-normand*, thèse de géographie, Caen, 630 p.
- Jouin (C.), 1999, *De nouveaux paysans, une agriculture pour mieux vivre*, Siloë, 150 p.
- Layadi (R.), 2004, *La région stratège : le développement durable, un projet pour la Bretagne*, PUR, 295 p.
- Mahé (LP.), 2000, *L'avenir de l'agriculture bretonne*, Apogée, 149 p.
- Malassis (L.), 2001, *La longue marche des paysans français*, Fayard
- Piquot (JF.), 2000, *Vingt-quatre mois de fonctionnement du CDH d'Ille-et-Vilaine (juin 1997- mai 1999) ou le temps du tango*, Comité de défense de l'Environnement des quatre cantons, Les Champs blancs, Bovel, 390 p.
- Pisani (E.), 2004, *Un vieil homme et la terre*, Le Seuil, 232 p.
- Pochon (A.), 1998, *Les champs du possible*, Paris, Syros, 239 p.
- Renard (J), 1976, *Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise*, les Sables d'Olonne, éditions du cercle d'or, 432 p.
- Rialland (C.), 2000, *L'agriculture diversifiée : vers de nouveaux modèles agricoles à l'ouest ?* p. 295-312. in Croix (N., dir), *Des campagnes vivantes : un modèle pour l'Europe ?* Mélanges offerts au professeur J. Renard, Nantes, Cestan, 696 p.